

Minister of Industry,
Science and Technology and
Minister for International Trade



Ministre de l'Industrie, des
Sciences et de la Technologie et
ministre du Commerce extérieur

Statement

Déclaration

91/55

**NOTES POUR UNE ALLOCUTION
DE
L'HONORABLE MICHAEL H. WILSON,
MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES
ET DE LA TECHNOLOGIE
ET MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR,
LORS DU DÉJEUNER DE LA
FEDERATION OF KOREAN INDUSTRIES**

**SÉOUL (Corée)
Le 12 novembre 1991**

Je suis heureux de prendre la parole devant cette assemblée de membres distingués de la *Federation of Korean Industries*. J'ai rencontré certains d'entre vous en juillet dernier à Ottawa, dans le cadre de la visite du président Roh et de l'imposante délégation de gens d'affaires qui l'accompagnait.

Le Canada est un pays du Pacifique. Nous commerçons davantage avec la région de l'Asie-Pacifique qu'avec toute l'Europe, tant occidentale qu'orientale. La Corée compte parmi nos principaux partenaires dans la région du Pacifique. Avec des échanges bilatéraux de près de 3,8 milliards de dollars l'an dernier, la Corée était notre deuxième partenaire commercial dans la région du Pacifique et notre sixième dans le monde.

Le Canada attache une importance considérable aux possibilités d'accroissement de ses échanges commerciaux avec les pays de cette région, surtout la Corée. De janvier à juillet 1991, les échanges bilatéraux atteignaient déjà près de 2,4 milliards de dollars, ce qui indique clairement que nous dépasserons la barre des 4 milliards pour l'ensemble de l'année. Nous nous réjouissons particulièrement que, pour la première fois depuis plus de 10 ans, nos échanges soient à peu près équilibrés. Si cette tendance se maintient, la Corée deviendra bientôt notre quatrième partenaire commercial. Par ailleurs, les investissements resserrent de plus en plus nos liens. Le Canada est la troisième destination des investissements coréens, après les États-Unis et l'Indonésie. Les Coréens investissent partout au Canada dans divers secteurs, de l'usine d'automobiles de Hyundai et de l'aciérie Sammi au Québec aux usines de fenêtres PVC à Terre-Neuve, en passant par les mines d'uranium en Saskatchewan, les mines de charbon en Alberta et des projets de construction en Colombie-Britannique.

La politique commerciale du Canada vise avant tout à réduire les barrières commerciales, à permettre à nos industries et à nos concitoyens de participer plus efficacement à la vie économique mondiale et à stimuler la croissance.

En matière de commerce extérieur, le Canada donne la priorité à l'Uruguay Round afin d'assurer sa compétitivité et sa prospérité dans les années 90. Un système multilatéral renforcé, modernisé et élargi, fondé sur des règles demeure la pierre angulaire des relations économiques entre tous les pays.

Il faut faire en sorte que les Négociations commerciales multilatérales (NCM) aboutissent à un résultat satisfaisant cette année pour accroître la confiance de la communauté internationale du commerce extérieur et de l'investissement.

Je me réjouis que l'Allemagne et, dans la moindre mesure, la France, aient assoupli leurs positions ces dernières semaines dans le dossier agricole. En outre, la rencontre tenue entre les présidents Bush et Delors la fin de semaine dernière a donné des résultats encourageants. Dans un contexte où les États-Unis et la Communauté européenne aplanissent leurs divergences, les autres pays doivent

être prêts à contribuer à la conclusion de l'Uruguay Round. C'est ce que j'ai indiqué aux ministres japonais la semaine dernière ainsi qu'aux ministres coréens avec qui je me suis entretenu hier. Je communiquerai le même message à mes homologues qui participeront à la réunion ministérielle de la Coopération économique Asie-Pacifique (CEAP) cette semaine. Dans les domaines où un pays n'a pas été aussi ouvert jusqu'ici qu'il aurait dû l'être, il faut déployer des efforts accrus. Nous avons tous notre rôle à jouer.

En ce qui concerne l'arrangement global définitif, le Canada souhaite une amélioration de l'accès aux marchés pour l'agriculture. Par ailleurs, il est évident qu'il faut réduire sensiblement les subventions à l'exportation des produits agricoles pour faire en sorte que, dans ce secteur, le commerce mondial soit régi davantage par les principes du marché.

Dans ces négociations, le Canada accorde une importance tout aussi grande à une amélioration réelle de l'accès aux marchés en ce qui concerne les produits de base et les produits manufacturés. Dans le cadre des NCM, le Canada a vivement prôné jusqu'ici le libre-échange dans un certain nombre de secteurs clés, dont les produits forestiers et les métaux non ferreux.

Je presse la Corée de participer à cette opération et de faire des propositions sur certains domaines d'exportation pour qu'un résultat substantiel sur l'accès aux marchés puisse être atteint.

Nous devons collaborer pour établir un arrangement global profitable à tous qui permette la circulation la plus libre possible des marchandises.

En outre, le Canada souhaite l'établissement de règles plus strictes et plus à jour pour le commerce de tous les produits, dont une définition plus claire et de meilleures disciplines en ce qui concerne le recours aux subventions et aux droits compensateurs, afin d'obtenir un accès plus sûr aux marchés étrangers et de mieux réglementer la concurrence préjudiciable sur le plan intérieur.

L'établissement de règles multilatérales sur les services ainsi que la libéralisation du marché des services constituent un autre objectif important pour le Canada.

Dans les NCM, je suis convaincu que la Corée reconnaît combien il est important pour son économie que soit établi un système de commerce international dynamique et efficace et, par conséquent, combien il est important que l'Uruguay Round soit conclu rapidement avec le meilleur résultat possible.

À long terme, c'est l'ensemble du monde des affaires qui profitera le plus d'un contexte commercial plus ouvert et renforcé. Je vous propose à tous d'utiliser tous les canaux dont vous disposez pour encourager les gouvernements à prendre les mesures énergiques

nécessaires pour adapter le système commercial aux réalités économiques.

La Corée est un des rares pays industrialisés qui dépendent encore plus que le Canada du commerce. Le Canada exporte plus de 25 % de sa production et la Corée, une proportion encore plus élevée. Un emploi canadien sur quatre dépend du commerce extérieur. Pour le Canada, la libéralisation du commerce est non seulement une priorité, mais une nécessité. D'où l'importance que nous attachons à l'Uruguay Round et les initiatives que nous menons sur les plans bilatéral et trilatéral pour ouvrir les marchés.

L'Accord de libre-échange nord-américain en cours de négociation créera un marché de 360 millions de personnes doté d'un produit intérieur brut de plus de 7 billions de dollars.

Il s'agit ici de stimuler le commerce et de créer un marché dynamique et vigoureux. Un marché où les sociétés coréennes auront la confiance nécessaire pour effectuer d'autres investissements au Canada.

Étant donné l'immensité du territoire canadien et sa population relativement peu nombreuse, répartie d'un bout à l'autre du pays, les sociétés canadiennes doivent exporter pour demeurer compétitives.

L'industrie automobile canadienne, dont des représentants sont parmi nous aujourd'hui, est un excellent exemple. Il s'agit d'un secteur économique clé, qui emploie près de 150 000 personnes et dont la production vaut plus de 45 milliards de dollars.

Dans ce secteur, nous avons le libre-échange avec les États-Unis depuis plus de 25 ans. Par conséquent, les constructeurs et les fabricants de pièces canadiens établissent leurs plans et investissent en fonction de l'approvisionnement de l'ensemble du marché nord-américain qui, comme vous le savez, est un des plus importants du monde.

Un Accord de libre-échange nord-américain incluant le Mexique jouera un rôle important dans l'accroissement de la compétitivité de l'industrie automobile nord-américaine sur le plan international. Les investissements au Canada tels ceux effectués par la Corée sont et demeureront un élément crucial de notre stratégie concernant le secteur de l'automobile.

Nous collaborons depuis longtemps avec la Corée dans ce secteur. Au milieu des années 80, Hyundai a pénétré avec succès le marché nord-américain en établissant d'abord un centre de commercialisation au Canada. Elle a ensuite rapidement investi une somme importante dans la construction d'une usine de montage au Québec.

Les fabricants canadiens de pièces collaborent avec les constructeurs et les fabricants de pièces coréens depuis 1985, année où le premier groupe de fabricants de pièces a visité la Corée. Depuis, les relations entre les sociétés des deux pays se sont resserrées, et les entreprises représentées ici aujourd'hui continuent d'en tirer parti.

Le secteur canadien de l'automobile est moderne et compétitif. Nos fabricants de pièces approvisionnent les usines de montage du Canada, des États-Unis et du Mexique, et exportent des produits en Europe et en Asie. À de nombreux égards, les industries automobiles canadienne et coréenne se complètent. C'est pourquoi il existe à mon avis des possibilités de coopération tant en Corée qu'au Canada.

J'ai mis l'accent jusqu'ici sur l'industrie automobile, mais je suis aussi accompagné d'une importante délégation représentant deux autres secteurs clés de l'économie canadienne où nos entreprises ont le savoir-faire nécessaire pour offrir des produits et services de la plus haute qualité. Il s'agit des télécommunications et de l'énergie nucléaire.

Dans ces secteurs, il existe indéniablement des possibilités de création d'alliances stratégiques, d'investissement, de transfert de technologies, de coproduction et de copromotion. Jusqu'ici, certaines sociétés canadiennes et coréennes ont exécuté ensemble des projets dans des tiers pays. À mon avis, c'est cette voie que nous devons suivre si nous voulons assurer une croissance soutenue.

Il existe des possibilités de croissance dans divers secteurs des économies canadienne et coréenne. Toutefois, le Canada, comme la Corée, fait face à de nombreux défis. Comme la prospérité passe par la compétitivité, j'ai récemment lancé au Canada une initiative majeure visant à définir clairement les facteurs qui influent sur la compétitivité des entreprises canadiennes.

Il s'agit de renforcer nos secteurs primaire et secondaire et d'investir dans l'acquisition du savoir-faire et des connaissances nécessaires pour être concurrentiels sur des marchés caractérisés par des compétences et des salaires élevés. Cette initiative sera le fondement de nos stratégies en faveur de l'investissement, de l'innovation et du commerce.

Nous tenons à ce que la Corée fasse partie de notre avenir. Il est évident que les divers pays deviennent de plus en plus interdépendants. Nous devons faire face aux réalités et saisir les occasions qui s'offrent à nous. Il faudra, à cette fin, faire preuve d'imagination et d'innovation. Je suis sûr que nos deux pays peuvent relever ce défi.

Merci.